

Veuillez remplir dûment ce formulaire et par voie électronique ou en caractères d'imprimerie.

1 – Choix du produit

Oui, nous désirons ouvrir le compte de base suivant (veuillez cocher le produit désiré; une demande de compte de base à part est nécessaire à chaque produit):



Y90850FA82

American Express® Business



Y90850FB80

American Express® Gold Business

2 – Informations concernant l'entreprise requérante

Raison sociale juridiquement valable (selon extrait RC, si inscrit)

Adresse du siège (rue/n°)

NPA Localité

Pays

Téléphone

Branche

Forme juridique de l'entreprise

J J M M A A A A A A
Date de fondation

Capital social/capital-actions CHF

Nb collaborateurs Langue de correspondance: All. F I A

Inscription au registre du commerce:

Oui, depuis J J M M A A A A A A: joindre obligatoirement une copie de l'extrait du RC (de moins de 6 mois)

Non: joindre obligatoirement une copie des actes constitutifs ou documents équivalents

Veuillez également joindre les rapports annuels des 2 dernières années.

3 – Informations concernant le compte souhaité

Volume de transactions attendu par mois en CHF sur ce compte de base:

Nombre de cartes attendu:

Facturation/mode de paiement:

- i** Facture globale (facture payée par l'entreprise)
 Facture individuelle (facture payée par le collaborateur)

Adresse de correspondance lors de facture globale/relevé récapitulatif (si différente de l'adresse figurant au paragraphe 2):

Rue/n°

NPA Localité

Pays



3 – Informations concernant le compte souhaité – suite

Facture:

en début du mois au milieu du mois à la fin du mois

Le paiement s'effectue par bulletin de versement/virement en ligne. Pour LSV (impossible en cas de compte postal ou en euros), merci de déposer également le formulaire LSV rempli (qui se trouve sur www.company-cards.ch) **auprès de votre banque**. Le mode de paiement restera inchangé jusqu'à la réception des documents requis.

Cartes:

Nom de l'entreprise gravé: Oui Non

Voici comment le nom de l'entreprise doit figurer sur la carte (21 caractères maximum, espaces compris sans accents ni trémas):

Nouvelles cartes (et code NIP) directement à:

- Adresse professionnelle du titulaire de carte
 Adresse privée du titulaire de carte
 Adresse de l'entreprise (si différente de l'adresse figurant au paragraphe 2):

Rue/n°

NPA Localité

Pays

4 – Coordonnées bancaires/postales suisses de l'entreprise requérante

Banque/poste

IBAN (sans espaces)

Par la présente demande de compte de base, je soussigné, au nom de l'entreprise requérante, atteste que les coordonnées bancaires CH déclarées ici sont valables et qu'elles sont gérées par la banque correspondante au nom de l'entreprise requérante.

5 – Détermination de l'activité commerciale

Veuillez cocher les cases correspondantes:

L'entreprise requérante exploite une activité commerciale, de fabrication ou une autre activité en forme commerciale (opérationnelle). **i**

L'entreprise requérante est une entreprise individuelle.
→ continuer au paragraphe 7 – Identification de l'ayant droit économique

Autre (personnes morales et sociétés de personnes)
→ continuer au paragraphe 6 – Identification du détenteur du contrôle

L'entreprise requérante n'est PAS une personne morale ou société de personnes opérationnelle. **i**

Veuillez répondre aux questions suivantes:

a) Disposez-vous de vos propres locaux, c'est-à-dire pas d'adresse c/o, siège non situé auprès d'un avocat/société fiduciaire/banque?

Oui Non

b) Employez-vous votre propre personnel?

Oui Non

→ continuer au paragraphe 8 – Prestations complémentaires

6 – Identification du détenteur du contrôle

L'entreprise requérante est elle-même cotée en bourse ou est détenue en majorité de façon directe ou indirecte par une société cotée en bourse.

→ continuer au paragraphe 8 – Prestations complémentaires

L'entreprise requérante déclare que la/les personne(s) physique(s) mentionnée(s) ci-dessous est/sont considérée(s) comme détenteur du contrôle:

(Est/Sont considérée(s) comme détenteur du contrôle la/les personne(s) physique(s) qui contrôle(nt) en dernier lieu l'entreprise requérante en détenant directement ou indirectement, seule(s) ou de concert avec des tiers, une participation d'au moins 25% du capital ou des voix de cette entreprise ou qui la contrôle(nt) d'une autre manière. Si l'entreprise requérante est exclusivement contrôlée par une ou plusieurs autres personne(s) morale(s) non cotée(s) en bourse, il convient d'indiquer la/les personne(s) physique(s) qui contrôle(nt) cette/ces autre(s) personne(s) morale(s) au sens mentionné. Cela est également valable si cette/ces personne(s) morale(s) est/sont à son/leur tour également contrôlée(s) par une ou plusieurs personne(s) morale(s) non cotée(s) en bourse, et ainsi de suite. Si aucune personne physique de la sorte ne peut être identifiée, il convient alors d'indiquer l'identité du membre le plus haut placé de l'organe de direction de l'entreprise requérante.)

Détenteur du contrôle 1 Madame Monsieur

Prénom

Nom

J J M M A A A A A A

Date de naissance

Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA

Localité

Pays

Détenteur du contrôle 2 Madame Monsieur

Prénom

Nom

J J M M A A A A A A

Date de naissance

Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA

Localité

Pays

Détenteur du contrôle 3 Madame Monsieur

Prénom

Nom

J J M M A A A A A A

Date de naissance

Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA

Localité

Pays

6 – Identification du détenteur du contrôle – suite

Détenteur du contrôle 4 Madame Monsieur

Prénom

Nom

J J M M A A A A A A

Date de naissance

Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA

Localité

Pays

Une personne tierce est l'ayant droit économique des fonds destinés au règlement de la facture de la carte et/ou versés de toute autre manière auprès de l'émettrice de la carte. L'entreprise requérante détient ces valeurs patrimoniales à titre fiduciaire.

L'entreprise requérante s'engage à communiquer spontanément toute modification à l'émettrice de cartes. Le fait de remplir intentionnellement ce paragraphe de manière erronée est punissable (art. 251 du Code pénal suisse, faux dans les titres, réclusion jusqu'à 5 ans ou emprisonnement).

→ continuer au paragraphe 8 – Prestations complémentaires

7 – Identification de l'ayant droit économique

L'entreprise requérante déclare, par la présente, que les fonds destinés au règlement de la facture de carte et/ou versés de toute autre manière auprès de l'émettrice de la carte appartiennent à la personne physique suivante:

Madame Monsieur

Prénom

Nom

J J M M A A A A A A

Date de naissance

Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA

Localité

Pays

Lorsque plusieurs personnes physiques sont ayants droit économiques, veuillez utiliser le formulaire «Identification de l'ayant droit économique» sur www.company-cards.ch

L'entreprise requérante s'engage à communiquer spontanément toute modification à l'émettrice de cartes. Le fait de remplir intentionnellement ce paragraphe de manière erronée est punissable (art. 251 du Code pénal suisse, faux dans les titres, réclusion jusqu'à 5 ans ou emprisonnement).

8 – Prestations complémentaires

Nous désirons les prestations complémentaires suivantes:

Oui, l'entreprise requérante souhaite participer au programme Membership Rewards® Classic. **Cotisation annuelle de 50 CHF, T.V.A. non comprise** (incluse dans l'American Express Gold Business Card). A chaque franc dépensé, un point Membership Rewards® est crédité sur le compte. Aucun point n'est crédité sur le compte dans le cadre des opérations suivantes: retrait d'espèces de quelque nature que ce soit, opérations en rapport avec des services financiers (y compris les éventuels intérêts, taxes et indemnités de préjudices).

Retrait d'espèces possible (Cash on Card)



9 – Tableau des frais

American Express	Business Card	Gold Business Card
Cotisation annuelle 1 ^{re} carte la 1 ^{re} année	gratuite	
Cotisation annuelle 1 ^{re} carte dès la 2 ^e année*	140 CHF	300 CHF
Cotisation annuelle à chaque nouvelle carte la 1 ^{re} année	gratuite	
Cotisation annuelle à chaque nouvelle carte à partir de la 2 ^e année*	75 CHF	150 CHF
Carte de remplacement (en cas de perte, de vol ou d'endommagement volontaire)	gratuite	
Retrait d'espèces (distributeurs automatiques suisses, étrangers et guichets bancaires)	4%, min. 5 CHF	
Taux d'intérêt annuel	15%	
Frais pour rappel de paiement	20 CHF	
Supplément de traitement pour les transactions en monnaie étrangère	2,5%	
Frais de versement PostFinance (frais facturés par la Poste pour versements d'espèces au guichet postal)	selon le tarif postal actuel	
Forfait assurance InsurancePlus	-	gratuit
Programme Membership Rewards* Classic	50 CHF (T.V.A. non comprise)	gratuit

* Sous réserve de cotisations annuelles divergentes convenues avec l'émettrice dans le cadre de promotions.

10 – Déclaration de l'entreprise requérante

Au nom de l'entreprise requérante (ci-après: «l'entreprise»), nous confirmons l'exactitude des données ci-dessus et autorisons Swisscard AECS GmbH en tant que société émettrice des cartes (ci-après: «l'émettrice») à les vérifier à tout moment, y compris en s'adressant à des tiers. L'entreprise reconnaît à l'émettrice le droit de refuser la présente demande sans donner de motifs. Si la carte demandée donne droit à des prestations d'assurance, le collaborateur requérant resp. l'entreprise accepte d'adhérer aux assurances collectives conclues à cet effet par l'émettrice. Les conditions d'assurance complètes, les informations pour les assurés des assurances collectives et les conditions d'éventuelles prestations annexes à la carte (y compris les programmes de fidélisation) peuvent être consultées en tout temps sous www.swisscard.ch ou être demandées à l'émettrice. Les conditions d'assurance et les conditions des éventuelles prestations annexes à la carte seront acceptées au plus tard avec la première utilisation de la carte. L'entreprise autorise les assureurs, l'émettrice et les tiers impliqués en Suisse et à l'étranger à échanger les données nécessaires pour l'exécution du contrat d'assurance. L'entreprise s'engage à soutenir au mieux ses collaborateurs lorsqu'ils font valoir des prestations d'assurance contre les assureurs. **L'entreprise est solidairement responsable, indépendamment du rapport juridique interne avec le collaborateur, de toutes les obligations du collaborateur résultant de l'utilisation de la carte.**

Les requérants autorisent l'émettrice, d'une part, et **Credit Suisse AG**, d'autre part, (ainsi que les autres sociétés du groupe **Credit Suisse** qui ont leur siège en Suisse, ci-après «**Credit Suisse**») à échanger toutes les informations concernant les requérants dans la mesure nécessaire, aux fins suivantes: Respect de dispositions et obligations du droit de la surveillance, de dispositions et obligations sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, y compris la détermination de risques juridiques et de réputation liés à ceux-ci au sens de l'OBA-FINMA, le respect de sanctions nationales ou internationales, d'autres dispositions et obligations légales ou réglementaires ou de prescriptions en matière de compliance.

L'entreprise libère l'émettrice, d'une part, de ses devoirs de confidentialité dans la mesure décrite ci-dessus et Credit Suisse, d'autre part, du secret bancaire et/ou d'autres devoirs de confidentialité dans la mesure définie ci-dessus. Cette autorisation ne s'éteint pas en cas de liquidation ou de faillite de l'entreprise.

Une banque ou un autre tiers (ci-après: «partenaire de distribution») peuvent être chargés de servir d'intermédiaire à l'émettrice dans la négociation de la relation de carte, resp. de la relation contractuelle concernant des moyens de paiement sans espèces. Dans le cadre de ce courtage et de la relation contractuelle qui en est l'objet, le partenaire de distribution n'exécute des tâches qu'au nom de l'émettrice, même dans ses contacts directs avec l'entreprise notamment sous forme de prestations de service ou de services de conseil dont l'entreprise est le bénéficiaire. L'entreprise prend acte que, dans ce contexte, le partenaire de distribution agit toujours et exclusivement pour le compte de l'émettrice et non pour le compte de l'entreprise (exception: tâches supplémentaires que le partenaire de distribution exécute pour le compte des requérants sur la base d'une procuration qu'ils ont expressément délivrée) et que l'émettrice verse ou peut verser au partenaire de distribution des commissions de courtage et des commissions de portefeuille en échange de ces prestations.

11 – Signatures

Par la signature de la présente demande de compte de base, l'entreprise requérante confirme en outre **avoir lu, compris et accepté les Conditions d'utilisation des cartes à débit différé et des cartes de crédit de Swisscard AECS GmbH figurant au paragraphe 13 de la présente demande de compte de base, notamment les chiffres 3 et 4, 6 à 8, 11 à 13 et 16 à 19.**

1^{re} signature autorisée conformément au registre du commerce, aux actes constitutifs ou documents équivalents ou au formulaire de procuration en annexe

Localité Date

Madame Monsieur

Prénom

Nom

Date de naissance Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA Localité

Pays

Signature 

Joindre la copie authentifiée (recto et verso) d'une pièce d'identité officielle (passeport, carte d'identité, permis de conduire suisse).

2^e signature autorisée conformément au registre du commerce, aux actes constitutifs ou documents équivalents ou au formulaire de procuration en annexe

Localité Date

Madame Monsieur

Prénom

Nom

Date de naissance Nationalité

Domicile (rue/n°)

NPA Localité

Pays

Signature 

Joindre la copie authentifiée (recto et verso) d'une pièce d'identité officielle (passeport, carte d'identité, permis de conduire suisse).



12 – Avez-vous pensé à tout?

- Avez-vous joint une copie de l'extrait actuel du RC (de moins de 6 mois) et/ou des actes constitutifs ou documents équivalents ainsi que les rapports annuels des 2 dernières années?
- Avez-vous dûment rempli les informations du paragraphe «5 – Détermination de l'activité commerciale»?
- Si nécessaire: Avez-vous dûment rempli les informations du paragraphe «6 – Identification du détenteur du contrôle»?
- Si nécessaire: Avez-vous dûment rempli les informations du paragraphe «7 – Identification de l'ayant droit économique»?
- Les personnes habilitées à signer de l'entreprise ont-elles contrôlé et signé la demande de compte de base?
- Avez-vous joint les copies authentifiées requises (recto et verso) de bonne qualité des pièces d'identité?
- Avez-vous rempli, signé et joint le formulaire de procuration en annexe?



A envoyer signée et accompagnée des copies requises des pièces d'identité (voir paragraphe 11) à:

Swisscard AECS GmbH, JSON4, case postale 227, CH-8810 Horgen

A noter: la photo, la signature, le lieu d'émission et la date d'émission sur les copies des documents d'identité doivent être visibles/lisibles.



I. Dispositions générales

Ces conditions générales (CG) s'appliquent aux moyens de paiement suivants émis par **Swisscard AECS GmbH** (ci-après «l'émettrice»)

- cartes à débit différé (sans limite de dépenses fixe);
- cartes de crédit (avec limite de dépenses fixe);
- autres moyens autorisés pour les paiements sans espèces qui permettent au client d'acheter des biens et des prestations sans espèces auprès de points d'acceptation, avec ou sans limite de dépenses fixe;

Les moyens de paiement au sens des lettres a), b) et c) sont désignés ci-après comme «la/les carte(s)».

Le chiffre II («Dispositions supplémentaires pour les seules cartes de crédit») et le chiffre III («Dispositions supplémentaires pour les cartes d'entreprise») des présentes CG s'appliquent aux cartes de crédit et aux cartes d'entreprise **en sus** des conditions générales du chiffre I.

Dans le but de simplifier la lisibilité des présentes conditions, seule la forme masculine a été utilisée pour les désignations de personnes.

1. Cartes principales et cartes supplémentaires

Le titulaire de la carte principale peut – dans la mesure où l'émettrice prévoit cette option dans son offre de produits – demander, sous sa propre responsabilité et à sa charge, l'établissement de cartes supplémentaires pour des personnes tierces. Les titulaires d'une carte supplémentaire peuvent utiliser leur carte à charge de la carte principale, mais ne disposent d'un droit d'information sur la carte principale ainsi que sur les transactions effectuées avec la carte principale que si le titulaire de la carte principale a remis une procuration ad hoc à l'émettrice. Le titulaire de la carte principale ou d'une carte supplémentaire est désigné ci-après comme «le client».

2. Emission de la carte et acceptation des CG

- Dès que l'émettrice a accepté la demande de carte, le client reçoit une carte personnelle, non transférable, libellée à son nom. La demande de carte peut toutefois être refusée sans indication de motifs.
- Au plus tard en signant la carte et/ou en l'utilisant, le client confirme avoir lu, compris et accepté les présentes CG et accepter les frais applicables au moment de la première utilisation de la carte (voir chiffre 4).
- Les cartes émises restent la propriété de l'émettrice.

3. Utilisation de la carte et acceptation des transactions

- La carte permet au client d'acheter des biens et des prestations à des points d'acceptation et de retirer des espèces à certains points de distribution d'espèces (par exemple, guichets de banques et distributeurs). L'émettrice peut modifier ou restreindre en tout temps les possibilités d'utilisation de la carte (par exemple, quant au montant ou en les limitant à certains points d'acceptation, pays ou monnaies).
- Les transactions par carte sont considérées comme acceptées:
 - lorsque le client signe le justificatif; ou
 - lorsqu'un client ou un tiers utilise le numéro d'identification personnel (NIP) ou lorsque le NIP est utilisé d'une autre manière à des fins de légitimation;** ou
 - lorsque, sans utiliser la carte ou le NIP, le client ou un tiers indique uniquement son nom, le numéro de la carte, la date d'échéance, le chiffre de contrôle (CVC/CVV) ou recourt à d'autres moyens de légitimation (par exemple, lors de transactions à distance tels qu'achats par téléphone, par correspondance ou via Internet); ou
 - lorsque le client ou un tiers utilise la carte sans apposition de signature ni utilisation du NIP ou autre moyen de légitimation (par exemple, aux caisses automatiques de parkings ou aux péages d'autoroutes); ou
 - lorsque le client utilise d'autres moyens autorisés par l'émettrice pour les paiements sans espèces (par exemple, en cas de paiement sans contact en passant à proximité de lecteurs correspondants).
- Le client (titulaire de la carte principale ou d'une carte supplémentaire) reconnaît l'exactitude de toutes les transactions acceptées conformément au chiffre 3.2, accepte les prétentions et les créances en découlant et charge irrévocablement l'émettrice de créditer les montants correspondants en faveur des points d'acceptation concernés. Cette acceptation confère à l'émettrice le droit, mais non l'obligation d'autoriser les transactions.

- Le client s'engage à n'utiliser sa carte que dans les limites de ses ressources financières. En particulier, le client ne doit pas l'utiliser dès qu'il s'avère qu'il ne peut plus honorer ses engagements financiers ou s'il est insolvable.
- L'utilisation de la carte à des fins illégales est interdite.

4. Frais (y compris commissions, intérêts et coûts)

- L'utilisation de la carte et la gestion du contrat peuvent donner lieu au prélèvement de frais (par exemple, cotisation annuelle ou frais de rappel), de commissions (par exemple, commission sur le retrait d'espèces aux distributeurs automatiques), d'intérêts ou d'autres coûts (de tiers) (par exemple, supplément pour le traitement de transactions dans une monnaie étrangère), désignés ci-après par le terme générique de «frais». La nature et le montant de ces frais, à l'exception des frais de tiers, sont communiqués au client sur ou en rapport avec les demandes de carte et/ou sous une autre forme appropriée. Ils peuvent en outre être obtenus à tout moment auprès du service clientèle de l'émettrice ou consultés sur www.swisscard.ch
- Pour toutes les transactions réalisées dans une autre monnaie que celle de la carte, le client accepte les cours de devises appliqués ou les cours de change fixés par les organisations de cartes de crédit.
- Les intérêts convenus sont dus sur tous les montants débités (à l'exception des intérêts accrus) dès la date de la facture respective. Si le montant de la facture est intégralement payé en temps dû, c'est-à-dire jusqu'à la date de paiement mentionnée sur la facture mensuelle, l'émettrice renonce aux intérêts sur les nouveaux montants débités durant cette même période de facturation. Si le montant de la facture n'est pas payé, ou en partie seulement, dans le délai indiqué, des intérêts sont perçus sur tous les montants débités (à l'exception des intérêts accrus) jusqu'à réception d'un paiement partiel et, par la suite, sur le solde encore dû jusqu'à réception du paiement de celui-ci. La réception du paiement par l'émettrice est déterminante.**

5. Facturation et modalités de paiement

- Le client reçoit chaque mois une facture sous forme papier ou par voie électronique sur laquelle figure le solde à régler et toutes les transactions traitées durant la période de facturation écoulée. L'indication du solde sur la facture mensuelle n'entraîne pas de novation. Sauf convention contraire, la totalité du montant à recouvrer doit être versée à l'émettrice au plus tard à la date de paiement figurant sur la facture mensuelle. L'émettrice se réserve le droit de ne pas envoyer de facture si aucune transaction n'a eu lieu au cours du mois précédant ou si le solde est de zéro.
- Le règlement du montant correspondant est effectué au moyen de l'un des modes de paiement acceptés par l'émettrice.
- Lorsque la carte peut être utilisée pour le retrait d'argent liquide aux distributeurs automatiques avec débit direct, les prélèvements correspondants et les éventuels frais qui en découlent sont généralement débités directement du compte bancaire indiqué par le client et n'apparaissent que sur le décompte mensuel de la banque du client, et non sur les factures mensuelles de l'émettrice. La mise à disposition ou la limitation de cette fonction de retrait (par exemple, à certains pays, points d'acceptation ou monnaies) est laissée à la libre appréciation de l'émettrice.

6. Obligations de paiement

- Le client s'engage à payer toutes les dettes résultant de transactions effectuées avec la carte au sens du chiffre 3.2, les frais au sens du chiffre 4 et les autres dépenses, notamment celles encourues pour le recouvrement des créances échues. Il répond sans réserve de toutes les obligations découlant de l'utilisation de la carte ou des rapports contractuels.
- Le titulaire de la carte principale répond solidairement avec le titulaire de la (des) carte(s) supplémentaire(s) de toutes les obligations découlant de l'utilisation de la (des) carte(s) supplémentaire(s) et s'engage à régler les créances en résultant.**

7. Devoirs de diligence et d'information

Le client

- signe la carte dès réception, à l'endroit prévu à cet effet, au moyen d'un stylo à encre indélébile;

- b) conserve la carte, le NIP, les mots de passe et autres moyens de légitimation séparément et aussi soigneusement que de l'argent liquide. Il ne prête pas la carte, ni ne la transmet, ni ne la rend accessible à des tiers de toute autre manière. Il garde le NIP, les mots de passe et autres moyens de légitimation secrets, les protège lorsqu'il les introduit et ne les note en aucun cas sur la carte ou à un autre endroit, même sous forme modifiée. Il est recommandé au client de modifier son NIP dès réception de la carte aux appareils équipés à cet effet. Un NIP ne doit pas constituer une combinaison facile à deviner (par exemple, numéro de téléphone, date de naissance, numéro d'immatriculation);
- c) doit savoir en tout temps où sa carte se trouve et vérifier régulièrement si elle est encore en sa possession;
- d) s'engage à utiliser les méthodes de paiement sécurisées promues par l'émettrice (par exemple, Verified by Visa, MasterCard SecureCode, American Express SafeKey);
- e) n'utilise la carte pour le retrait d'argent liquide avec débit direct (voir chiffre 5.3) que lorsqu'il existe une couverture suffisante sur le compte bancaire indiqué;
- f) vérifie les montants et les justificatifs qui lui sont présentés et rectifie immédiatement d'éventuelles erreurs avec le commerçant avant d'accepter une transaction (voir chiffre 3.2);
- g) informe sans délai l'émettrice, lorsqu'il a effectué des transactions ou n'a pas entièrement payé le montant d'une facture mais n'a pas reçu de facture mensuelle depuis plus de huit (8) semaines;
- h) vérifie les factures mensuelles dès leur réception à l'aide des justificatifs conservés et signale à l'émettrice immédiatement par téléphone et au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de la facturation (date du cachet de la poste) par écrit toute erreur éventuelle. A défaut, les factures sont présumées exactes.** S'il est demandé au client de présenter un formulaire de déclaration de dommage ou un formulaire de contestation, il doit être dûment rempli et signé, puis retourné à l'émettrice dans les dix (10) jours suivant la demande (date du cachet de la poste). Le refus ou la révocation d'un débit direct (LSV) ou tout autre motif ayant entraîné l'annulation de celui-ci ne délie nullement le client de son obligation de contrôler sa facture mensuelle et, le cas échéant, de la contester;
- i) informe immédiatement l'émettrice par écrit ou sous une autre forme acceptée par celle-ci, de modifications des informations indiquées dans la demande de carte, en particulier les changements de nom, d'adresse, de numéro de téléphone portable, de compte et les modifications concernant l'ayant droit économique (formulaire A) ou les revenus du client. Les communications transmises par l'émettrice à la dernière adresse de correspondance connue sont réputées parvenues à leur destinataire;
- j) prend immédiatement contact avec l'émettrice s'il n'a pas reçu sa nouvelle carte au moins quatorze (14) jours avant l'expiration de son ancienne carte;
- k) demande immédiatement par téléphone et indépendamment d'un éventuel décalage horaire le blocage de sa carte en cas de perte, de vol et d'utilisation abusive – effective ou présumée – de la carte et/ou du NIP, des mots de passe ou d'autres moyens de légitimation. En cas de dommage, le client doit prendre toutes les mesures nécessaires pour en limiter les conséquences et en élucider les circonstances. S'il y a soupçon d'infraction, il est tenu de déposer une plainte auprès des autorités de police locales;
- l) rend inutilisable et retourne spontanément à l'émettrice toute carte périmée, remplacée, non valable, bloquée, résiliée, contrefaite/falsifiée ou dont il a été demandé la restitution. L'utilisation d'une telle carte est interdite et peut donner lieu à des poursuites pénales;
- m) en cas de blocage/de résiliation de la carte, il en informe tous les point d'acceptation auprès desquels la carte a été indiquée comme moyen de paiement pour des prestations récurrentes (par exemple, abonnements à des journaux, cotisations de membres, services online).

8. Responsabilité

8.1 Si le client a observé en tous points les présentes CG, en particulier les devoirs de diligence et d'information, et pour autant qu'aucune faute ne lui soit imputable et sous réserve du chiffre 8.2, l'émettrice prend en charge les montants débités dont il est prouvé qu'ils proviennent de l'utilisation abusive de la carte par des tiers. En pareil cas, le client est tenu de céder à l'émettrice, à première demande, toutes les pré-

tentions (y compris les éventuelles prétentions d'assurance) qu'il peut faire valoir en rapport avec le dommage.

8.2 D'une manière générale et indépendamment du chiffre 8.1, le client prend dans tous les cas lui-même en charge:

- a) les dommages indirects et les dommages consécutifs de quelque nature qu'ils soient;
- b) les dommages qui résultent de la violation des ses devoirs de diligence et d'information ou d'autres obligations prévues par les présentes CG;
- c) les dommages dus à l'impossibilité du client d'utiliser la carte comme moyen de paiement, par exemple lorsque la carte n'est pas acceptée par le point de vente, lorsqu'une transaction ne peut pas être réalisée en raison d'un blocage de la carte ou d'une adaptation de limite ou pour des raisons techniques ou pour d'autres motifs, lorsque la carte est refusée par un distributeur automatique ou un autre appareil ou qu'elle est endommagée ou rendue inutilisable par un tel distributeur, ainsi que les dommages qui pourraient résulter du blocage, de la résiliation ou de la demande de restitution de la carte;
- d) les dommages en rapport avec des prestations accessoires ou complémentaires proposées avec la carte (y compris les programmes de fidélisation);
- e) les dommages en rapport avec des offres ou des prestations de tiers (par exemple, événements ou offres de partenaires);
- f) les dommages résultant de la réexpédition au client ou à ses auxiliaires ou à la demande du client de la carte, du NIP et/ou d'autres moyens de légitimation, ainsi que ceux résultant de l'envoi à une adresse postale indiquée par le client à laquelle il ne pourra pas réceptionner lui-même la carte, le NIP ou d'autres moyens de légitimation;
- g) les dommages découlant de l'utilisation de certains moyens de communication électroniques (voir chiffre 12) et dont une absence d'autorisation, un manque de connaissances des systèmes informatiques ou des mesures de sécurité sont à l'origine ou ceux causés par une erreur ou un retard de transmission, des défaillances techniques, des interruptions, des dérangements, des interventions illicites ou d'autres carences, dans la mesure où ces causes ne sont pas imputables à l'émettrice;
- h) les dommages causés par l'utilisation abusive de la carte par des personnes proches du client ou des sociétés liées au client (par exemple conjoint, mandataire, personnes vivant dans le même ménage, titulaires de cartes supplémentaires);
- i) les dommages couverts par une assurance.

8.3 Faute d'une prise en charge des dommages par l'émettrice, le client répond de toutes les transactions effectuées avec la carte (y compris des frais éventuels conformément au chiffre 4).

8.4 L'émettrice décline toute responsabilité pour les transactions conclues au moyen de la carte. Le client devra, en particulier, régler directement et exclusivement avec le point d'acceptation concerné les divergences, différends et réclamations portant sur des biens ou des prestations (par exemple livraisons défectueuses, tardives ou non effectuées) ainsi que les prétentions y relatives. Les factures mensuelles devront néanmoins être réglées dans les délais. En cas de restitution de marchandises ou d'annulation de transaction, le client est tenu de se procurer auprès du point d'acceptation ou du partenaire concerné une confirmation de crédit ou d'annulation écrite. Les résiliations de prestations périodiques réglées par carte (par exemple cotisations, abonnements, services en ligne) doivent être effectuées auprès du point d'acceptation ou du prestataire concerné.

9. Avoir

9.1 L'émettrice est en droit de transférer en tout temps tout ou partie de l'avoir du client sans préavis et sans indication de motifs sur le compte bancaire/postal qu'il a indiqué. Si le client n'a pas indiqué de relation de compte valable auprès de l'émettrice, celle-ci peut transmettre l'avoir au client à sa dernière adresse de correspondance connue sous forme de chèque ou sous une autre forme appropriée, avec effet libératoire. L'émettrice est en droit de facturer au client toutes les dépenses liées à l'émission et l'encaissement du chèque ou à toute autre forme de remboursement.

9.2 Sous réserve d'une convention contraire, l'avoir du client sur le compte lié à la carte ne porte pas intérêts.

10. Renouvellement, résiliation ou blocage de la carte

10.1 Le client et l'émettrice peuvent en tout temps résilier les rapports contractuels, par écrit et sans donner de motifs, avec effet immédiat. La résiliation de la

carte principale entraîne automatiquement celle des éventuelles cartes supplémentaires. Les cartes supplémentaires peuvent être résiliées tant par le titulaire de la carte supplémentaire respective que par le titulaire de la carte principale. La carte expire dans tous les cas à la date qui y est indiquée.

10.2 La résiliation du contrat rend immédiatement exigibles tous les montants impayés des factures ou autres créances des parties. Elle ne donne pas droit au remboursement intégral ou partiel des frais (voir chiffre 4), en particulier de la cotisation annuelle. L'émettrice est en droit de ne plus comptabiliser les crédits obtenus dans le cadre de programmes de fidélisation. Les montants débités après la fin du contrat doivent être réglés par le client conformément aux présentes CG. En particulier, le client répond de tous les montants débités pour des prestations récurrentes (voir chiffre 8.4).

10.3 Si le client ne souhaite pas de nouvelle carte ou souhaite renoncer au renouvellement de cartes supplémentaires, il doit en informer l'émettrice par écrit deux mois avant l'échéance de la carte.

10.4 Le client et l'émettrice ont le droit de bloquer les cartes à tout moment et sans indication de motifs. Le titulaire de la carte principale peut demander le blocage de la carte principale et de la (des) carte(s) supplémentaire(s); le titulaire de la carte supplémentaire ne peut faire bloquer que la carte supplémentaire.

11. Collecte, traitement et transmission de données, recours à des tiers

11.1 Pour l'examen de la demande de carte et pour l'exécution du contrat, l'émettrice est autorisée à demander des **renseignements (par exemple relatifs à l'adresse ou à la solvabilité) auprès de services publics, de l'employeur, de la banque du requérant ou de la poste, auprès d'organismes fournissant des renseignements sur les crédits ainsi qu'auprès de la centrale des crédits (ZEK) ou d'autres services prévus à cet effet par la loi (par exemple, centre de renseignements sur le crédit à la consommation, IKO). Le client autorise par les présentes les services, personnes et autorités précitées à fournir les renseignements correspondants à l'émettrice.**

11.2 Dans le cadre de l'utilisation de la carte, l'émettrice reçoit des données relatives aux transactions (par exemple, informations sur le point d'acceptation, numéro de carte, date d'échéance, montant et date de la transaction et en fonction de la transaction, nom du client). Pour certaines transactions, comme par exemple lors de l'achat de carburant, de billets d'avion, de paiement de factures d'hôtels et de location de véhicules à moteur, ces informations sont plus détaillées. Le client accepte que, même en cas de transactions effectuées en Suisse, les données soient transmises à l'émettrice par le biais des réseaux internationaux de cartes de crédit.

11.3 **L'émettrice peut, en cas de blocage de la carte, de retard qualifié dans les paiements ou d'utilisation abusive de la carte par le client, prévenir la ZEK ainsi que les services compétents dans les cas définis par la loi. La ZEK peut mettre ces données à disposition d'autres membres de la ZEK, lorsque ceux-ci souhaitent conclure ou exécuter un contrat avec le client** (par exemple, en relation avec une demande de crédit ou de leasing). Si les paiements du client à l'émettrice sont effectués par débit direct (LSV), l'émettrice peut transmettre à la banque correspondante les données nécessaires concernant le client, la carte et les montants cumulés des dépenses.

11.4 **Si le nom ou le logo d'un tiers figure sur la carte ou que la carte donne droit à des programmes de fidélisation, à des prestations d'assurance ou autres, le client autorise l'émettrice à échanger des données avec lesdits tiers (ainsi que des partenaires mandatés par ces tiers) en Suisse et à l'étranger, dans la mesure où cela s'avère nécessaire pour le traitement de la demande de carte, pour la gestion des programmes de fidélisation, pour l'exécution du contrat d'assurance ou pour la prestation d'autres services liés à la carte et autorise ces tiers à fournir les renseignements correspondants à l'émettrice.**

11.5 L'émettrice traite les informations concernant le client pour la gestion de la relation contractuelle et l'exécution des prestations accessoires et complémentaires liées à la carte (par exemple, prestations d'assurance, programmes de fidélisation), pour la gestion des risques et à des fins de sécurité (par exemple, pour la lutte contre les fraudes). L'émettrice et les points d'acceptation sont en droit d'enregistrer sur la carte (par exemple, sur la bande magnétique ou la puce) des données qui concernent la carte ou des programmes de fidélisation.

11.6 **L'émettrice traite les informations concernant le client à des fins de marketing ou d'étude de marché, en particulier pour le**

développement de produits et de services en lien avec la relation de carte crédit, l'utilisation de la carte ou des prestations accessoires ou complémentaires et pour offrir ceux-ci au client, mais également des assurances et autres services financiers (qui peuvent aussi être fournis par des tiers). Le client peut à tout moment renoncer, par déclaration écrite à l'émettrice, à l'envoi d'offres conformément au présent chiffre.

11.7 **Aux fins prévues aux chiffres 11.5 et 11.6 ci-dessus, l'émettrice peut traiter des données sur le client, sa/ses carte(s) ainsi que des détails relatifs aux transactions effectuées avec la carte et d'éventuelles prestations accessoires et complémentaires (par exemple, programmes de fidélisation) et établir et exploiter des profils de client, de consommation et de transactions («profils clients»).**

11.8 **L'émettrice est autorisée à mandater des tiers en Suisse ou à l'étranger concernant l'exécution de certaines prestations ou de toutes les prestations relevant du contrat (par exemple, examen de la demande, exécution du contrat, communication avec le client, gestion de programmes de fidélisation), pour établir des profils clients, pour effectuer des tests et pour l'envoi d'offres et d'informations conformément au chiffre 11.6. Le client autorise l'émettrice à transmettre à ces tiers – également à l'étranger – les données dont ils ont besoin pour la bonne exécution des tâches qui leur ont été assignées.** Le client prend acte et accepte que des données transmises à l'étranger ne jouissent éventuellement d'aucune protection ou d'aucune protection équivalente à celle prévue par le droit suisse.

11.9 **L'émettrice est habilitée à transférer les présents rapports contractuels ou certains des droits ou obligations en découlant à des tiers (par exemple, établissements financiers dans le contexte de la titrisation de créances (Securitisations) ou établissements d'encaissement) en Suisse ou à l'étranger ou à proposer un tel transfert et a le droit de rendre accessibles à ces tiers les données relatives aux rapports contractuels dans la mesure nécessaire (y compris à des fins de Due Diligence). Le transfert inclut le droit de re-transférer les mêmes droits à un tiers en Suisse ou à l'étranger.**

11.10 **Le client prend acte du fait que les procédures décrites sous les chiffres 11.1 à 11.9 peuvent avoir pour conséquence que des tiers aient connaissance de sa relation commerciale avec l'émettrice et libère expressément l'émettrice d'un éventuel devoir de confidentialité dans ce contexte. De plus, le client libère l'émettrice d'un éventuel devoir de confidentialité, dans la mesure nécessaire à la protection d'intérêts légitimes, notamment en cas de démarches judiciaires entreprises par le client contre l'émettrice, pour la protection de prétentions de l'émettrice et la réalisation de sûretés fournies par le client ou des tiers et en cas de critiques par le client contre l'émettrice émises publiquement ou auprès d'autorités suisses ou étrangères.**

11.11 **L'émettrice est autorisée, sans toutefois y être contrainte, à enregistrer et à archiver les entretiens et d'autres formes de communication avec les clients à des fins de preuve et de contrôle qualité.**

11.12 Le client prend acte du fait que l'émettrice n'est pas une banque et que la relation de carte et les informations y relatives ne sont par conséquent pas couvertes par les dispositions sur le secret bancaire.

12. Communication et service clientèle

12.1 Le client et l'émettrice peuvent recourir à des moyens de communication électroniques (par exemple e-mail, SMS/MMS, Internet), lorsque cela est prévu par l'émettrice. L'émettrice se réserve le droit de soumettre à une autorisation séparée l'utilisation de moyens de communication électroniques, notamment pour la modification de données importantes du contrat (par exemple changements d'adresse, changement de mode de paiement, résiliations ou blocages de cartes) et de prestations via internet («services en ligne»).

12.2 L'émettrice est en droit de signaler au client des soupçons de fraude, des dépassements de limite, etc. par SMS ou sous une autre forme appropriée.

12.3 L'émettrice ne garantit en aucune manière l'exactitude, l'exhaustivité et la durée de transmission des données transférées conformément aux chiffres 12.1 et 12.2.

12.4 En accédant à un site internet de l'émettrice le client accepte les conditions d'utilisation applicables et la politique de confidentialité (Privacy Policy) du site internet respectif.

12.5 Le service clientèle de l'émettrice est à la disposition du client au numéro et à l'adresse figurant sur la facture mensuelle pour toutes les questions relatives aux cartes ou aux rapports contractuels avec l'émettrice (y compris les blocages de cartes).

13. Dispositions complémentaires (y compris droit applicable et for)

- 13.1 Les rapports contractuels soumis aux présentes CG sont régis par le droit suisse, à l'exclusion du droit des conflits de lois et des traités internationaux.
- 13.2 Si le client est un consommateur et qu'il est domicilié en Suisse, les tribunaux de son domicile sont compétents pour tous litiges résultant de cette relation contractuelle. Le client peut cependant également agir au siège de l'émettrice. Pour tous les autres clients, le lieu d'exécution, le for de la poursuite ainsi que le for exclusif est Horgen. L'émettrice peut cependant également faire valoir ses droits auprès de toute autre autorité ou tribunal compétent. Demeurent réservées les dispositions impératives du droit suisse.
- 13.3 Les présentes CG remplacent toutes les conditions générales précédentes entre l'émettrice et le client concernant des cartes. L'émettrice se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes conditions (y compris les frais conformément au chiffre 4) et les possibilités d'utilisation de la carte (y compris les prestations liées à la carte). Les modifications seront communiquées sous une forme appropriée au client et considérées comme acceptées si la carte n'est pas résiliée avant l'entrée en vigueur de ces modifications. Sauf mention contraire de l'émettrice, les présentes CG (y compris les éventuelles modifications) s'appliqueront aux futures cartes à émettre (par exemple pour les upgrades).
- 13.4 Le titulaire de la carte supplémentaire autorise le titulaire de la carte principale à fournir ou à se procurer toutes les déclarations relatives à la carte supplémentaire et s'appliquant également au titulaire de la carte supplémentaire.

II. Dispositions supplémentaires pour les seules cartes de crédit

14. Limites de dépenses fixes

La limite de dépenses fixée par l'émettrice vaut globalement pour la carte principale et pour les cartes supplémentaires. Lorsque plusieurs cartes sont émises dans le cadre d'une offre groupée (bundle), l'émettrice peut fixer une limite des dépenses pour l'ensemble des cartes (limite globale). L'émettrice peut modifier les limites de dépenses à tout moment et sans donner de motifs. Les limites de dépenses peuvent être réduites en fonction du montant des créances liées à la carte de crédit. Le client n'est autorisé à utiliser la carte que jusqu'à la limite de dépenses fixée. En cas de dépassement des limites de dépenses, l'émettrice est en droit d'exiger le paiement immédiat des montants dus.

15. Option de paiement par acomptes (convention de crédit)

Une option de paiement par acomptes peut être proposée par l'émettrice pour les cartes de crédit.

III. Dispositions supplémentaires pour les cartes d'entreprise

16. Dispositions générales

- 16.1 Les entreprises peuvent, sous leur propre responsabilité, demander pour leurs collaborateurs des cartes d'entreprise libellées au nom du collaborateur concerné et, si l'entreprise le souhaite, au nom de l'entreprise. Si l'émettrice accepte la demande de carte d'entreprise, tous les droits et obligations du client énumérés dans les parties I et II valent également pour le collaborateur de l'entreprise (ci-après «le collaborateur») et pour l'entreprise, dans la mesure où ils peuvent être appliqués aux cartes d'entreprise et où des dérogations ne sont pas prévues dans cette partie III.
- 16.2 Le collaborateur s'engage à n'utiliser la carte d'entreprise que dans les limites de l'autorisation donnée par l'entreprise conformément aux présentes CG. L'émettrice n'est pas liée par les directives internes de l'entreprise.
- 16.3 Les cartes d'entreprise et les NIP peuvent, à la demande et aux propres risques de l'entreprise, être envoyés par l'émettrice à l'entreprise plutôt qu'au collaborateur directement. L'entreprise s'engage à transmettre ces éléments au collaborateur en dû temps. D'éventuels dommages résultant de la transmission de la carte, du NIP et/ou d'autres moyens de légitimation sont entièrement à la charge de l'entreprise.
- 16.4 L'émettrice peut fixer une ou plusieurs limites globales par entreprise pour les cartes de crédit.
- 16.5 Si l'entreprise le souhaite, les factures mensuelles peuvent être envoyées à l'entreprise sous forme de facture globale. En pareil cas, le

collaborateur reçoit, au lieu d'une facture individuelle, un relevé des transactions qu'il a effectuées.

- 16.6 En cas de facturation centralisée, il ne peut y avoir d'avoir au crédit du compte lié à la carte de crédit. L'émettrice est en droit de transférer un avoir existant en tout temps, sans préavis et dans son intégralité, sur le compte bancaire indiqué par l'entreprise. Si la relation bancaire connue de l'émettrice n'est pas valable, celle-ci peut transmettre l'avoir à la dernière adresse de correspondance connue de l'entreprise sous forme de chèque, avec effet libératoire. L'émettrice est en droit de facturer au client toutes les dépenses liées à l'émission et l'encaissement du chèque.
- 16.7 L'entreprise informe immédiatement l'émettrice, par écrit ou sous une autre forme acceptée par celle-ci, de tous les changements concernant la carte d'entreprise, notamment de la date de départ des collaborateurs. L'entreprise veille à ce que les cartes d'entreprise de collaborateurs quittant l'entreprise soient bloquées, reprises et rendues inutilisables.
- 16.8 L'émettrice est en droit de ne communiquer qu'à l'entreprise, sous une forme appropriée, les frais et autres conditions applicables à la carte ainsi que leur modification. L'entreprise se charge de transmettre les informations nécessaires à ses collaborateurs. Le collaborateur autorise l'entreprise à fournir ou à se procurer toutes les déclarations relatives à la carte d'entreprise et s'appliquant également au collaborateur.

17. Reconnaissance des créances et responsabilité

L'entreprise reconnaît l'exactitude de toutes les transactions autorisées par le collaborateur et accepte l'ensemble des frais et dépenses facturés ainsi que les créances de l'émettrice en découlant. **L'entreprise répond solidairement, et indépendamment des rapports juridiques internes qui la lient au collaborateur, de toutes les créances et prétentions de l'émettrice, même en cas de facturation individuelle de l'émettrice au collaborateur.**

Contrairement à l'entreprise, le collaborateur n'assume aucune responsabilité pour les transactions dont il peut prouver qu'elles ont été effectuées dans le cadre de ses activités pour l'entreprise et qui ne lui ont pas été remboursées par cette dernière.

18. Protection des données

18.1 Le collaborateur autorise l'émettrice et l'entreprise à échanger toutes les informations le concernant (y compris en rapport avec des transactions individuelles), dans la mesure où cela s'avère nécessaire pour l'examen de la demande de carte ou pour l'exécution du contrat de carte (y compris pour l'encaissement), ainsi que pour rendre compte à la Direction de l'entreprise (Management Reporting). Le collaborateur accepte que cet échange d'informations entre l'émettrice et l'entreprise puisse avoir lieu également par le biais de moyens de communication électroniques (par exemple, e-mail).

18.2 L'entreprise peut, dans le contexte de la gestion de la carte, requérir les services de tiers en Suisse et à l'étranger en ce qui concerne un système pour la gestion de l'information (Management Information System, MIS). L'entreprise et le collaborateur prennent acte que des données transmises à l'étranger ne jouissent éventuellement d'aucune protection ou d'aucune protection équivalente à celle prévue par le droit suisse. L'entreprise et ses collaborateurs autorisent l'émettrice, dans le contexte de la prestation de services MIS, à transmettre, également par voie électronique, les données nécessaires à cet effet (par exemple, données sur les transactions) aux tiers mandatés pour fournir les services MIS.

19. Dispositions complémentaires

Des conventions écrites séparées entre l'entreprise (y compris des sociétés du groupe) et/ou les collaborateurs ou l'émettrice demeurent réservées.

FORMULAIRE DE PROCURATION CLIENTS COMMERCIAUX (y compris CompanyOnline)

Le présent formulaire de procuration règle

- l'autorisation de communiquer, au nom de l'Entreprise, avec Swisscard AECS GmbH par courrier, fax et téléphone ainsi que par e-mail (facultatif), ainsi que de donner et recevoir des ordres;
- l'envoi des factures et des cartes/NIP (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise)
- l'activation de CompanyOnline pour l'Entreprise et la nomination d'administrateurs.

I – DONNÉES RELATIVES À L'ENTREPRISE

Compte de base

Raison sociale officielle (selon le RC, si l'entreprise y figure) (ci-après, l'*Entreprise*)

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Rue/n°	NPA
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Localité	Pays
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone	Fax

La présente procuration concerne la relation de compte de base/carte requise par le présent formulaire de demande (ci-après, la *Relation de carte*) ainsi que les cartes d'entreprise (ci-après, les *Cartes d'entreprise*) de Swisscard AECS GmbH (ci-après, l'*Émettrice*) émises au nom de collaborateurs de l'Entreprise (ci-après, les *Collaborateurs*) sous ce compte de base.

La présente procuration concerne par ailleurs tout compte de base de l'Entreprise qui serait ouvert sous le compte de base requis, ainsi que toutes les Cartes d'entreprise émises au nom de Collaborateurs.

Security Code

L'Entreprise choisit le Security Code suivant, qu'elle peut définir librement (min. 4 caractères):

L'indication d'un Security Code permet d'identifier sans équivoque un fondé de procuration par téléphone; il s'agit d'une condition nécessaire pour la transmission et l'exécution d'ordres par téléphone. L'Entreprise prend acte du fait que toute personne qui se légitime au moyen du Security Code est considérée comme un fondé de procuration (voir paragraphe III).

CompanyOnline – un meilleur aperçu et plus de contrôle pour votre Entreprise et le titulaire de la carte (gratuit)

- En cochant cette case, l'Entreprise autorise l'Émettrice à activer gratuitement CompanyOnline. De cette manière
- les fondés de procurations qui sont désignés comme administrateurs CompanyOnline (voir paragraphe II), peuvent consulter et gérer toutes les informations relatives aux cartes (p. ex. transactions, factures mensuelles, données relatives aux comptes des collaborateurs et au compte de base) sous le compte de base indiqué ci-dessus.
 - les collaborateurs qui possèdent une carte sous le compte de base indiqué ci-dessus peuvent s'inscrire de manière autonome à CompanyOnline et consulter, contrôler et gérer exclusivement les informations relatives à leur carte (p. ex. transactions, factures mensuelles/extraits de compte individuels).

Informations sur les produits et les services par e-mail (informations marketing)

- En cochant cette case, l'Entreprise autorise l'Émettrice à envoyer, aux fondés de procuration, auxquels une autorisation de communication par e-mail a été donnée (voir paragraphe II), à l'adresse/aux adresses e-mail mentionnée(s) des offres et des informations relatives à des produits ou à des services en rapport avec la Relation de carte ou l'utilisation de la carte, les campagnes concernant les cartes (y compris les programmes de fidélisation), ainsi que des assurances ou autres prestations financières (y compris de tiers).



II - DONNÉES RELATIVES AUX FONDÉS DE PROCURATION

Fondé de procuration

Nom

Prénom

Pays de domicile

Nationalité

Date de naissance

J J M M A A A A

Téléphone

Fax

Mobile (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Adresse e-mail (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Envoi des factures et des cartes/PIN (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise.)

- Destinataire des factures (reçoit les factures mensuelles de l'Entreprise.)
- Destinataire des cartes/NIP (reçoit toutes les cartes et NIP des titulaires de cartes, dans la mesure où les cartes et NIP sont envoyés à l'Entreprise.)

Fondé de procuration

Nom

Prénom

Pays de domicile

Nationalité

Date de naissance

J J M M A A A A

Téléphone

Fax

Mobile (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Adresse e-mail (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Envoi des factures et des cartes/PIN (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise.)

- Destinataire des factures (reçoit les factures mensuelles de l'Entreprise.)
- Destinataire des cartes/NIP (reçoit toutes les cartes et NIP des titulaires de cartes, dans la mesure où les cartes et NIP sont envoyés à l'Entreprise.)

Fondé de procuration

Nom

Prénom

Pays de domicile

Nationalité

Date de naissance

J J M M A A A A

Téléphone

Fax

Mobile (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Adresse e-mail (requis pour les administrateurs CompanyOnline)

Envoi des factures et des cartes/PIN (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise.)

- Destinataire des factures (reçoit les factures mensuelles de l'Entreprise.)
- Destinataire des cartes/NIP (reçoit toutes les cartes et NIP des titulaires de cartes, dans la mesure où les cartes et NIP sont envoyés à l'Entreprise.)

Procuration relative aux:

- Echanges par courrier postal et téléphone** (voir paragraphes III et V)
- Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails):**
En cochant cette case, des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration, et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail. Les échanges par e-mail sont liés à des risques et des devoirs de diligence particuliers (voir paragraphes IV et V) que le Fondé de procuration et l'Entreprise reconnaissent en signant le présent document.
- Accès en qualité d'administrateur CompanyOnline** (voir paragraphe VI)
Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails requise. Veuillez cocher la case «Echanges par e-mail».

Signature Fondé de procuration

Signature Fondé de procuration

Procuration relative aux:

- Echanges par courrier postal et téléphone** (voir paragraphes III et V)
- Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails):**
En cochant cette case, des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration, et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail. Les échanges par e-mail sont liés à des risques et des devoirs de diligence particuliers (voir paragraphes IV et V) que le Fondé de procuration et l'Entreprise reconnaissent en signant le présent document.
- Accès en qualité d'administrateur CompanyOnline** (voir paragraphe VI)
Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails requise. Veuillez cocher la case «Echanges par e-mail».

Signature Fondé de procuration

Signature Fondé de procuration

Procuration relative aux:

- Echanges par courrier postal et téléphone** (voir paragraphes III et V)
- Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails):**
En cochant cette case, des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration, et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail. Les échanges par e-mail sont liés à des risques et des devoirs de diligence particuliers (voir paragraphes IV et V) que le Fondé de procuration et l'Entreprise reconnaissent en signant le présent document.
- Accès en qualité d'administrateur CompanyOnline** (voir paragraphe VI)
Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails requise. Veuillez cocher la case «Echanges par e-mail».

Signature Fondé de procuration

Signature Fondé de procuration



Fondé de procuration

Nom _____
Prénom _____
Pays de domicile _____
Nationalité _____ Date de naissance J J M M A A A A
Téléphone _____
Fax _____
Mobile (requis pour les administrateurs CompanyOnline) _____
Adresse e-mail (requis pour les administrateurs CompanyOnline) _____

Envoi des factures et des cartes/PIN (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise.)

- Destinataire des factures (reçoit les factures mensuelles de l'Entreprise.)
 Destinataire des cartes/NIP (reçoit toutes les cartes et NIP des titulaires de cartes, dans la mesure où les cartes et NIP sont envoyés à l'Entreprise.)

Fondé de procuration

Nom _____
Prénom _____
Pays de domicile _____
Nationalité _____ Date de naissance J J M M A A A A
Téléphone _____
Fax _____
Mobile (requis pour les administrateurs CompanyOnline) _____
Adresse e-mail (requis pour les administrateurs CompanyOnline) _____

Envoi des factures et des cartes/PIN (un seul destinataire des factures, respectivement des cartes, peut être désigné par entreprise.)

- Destinataire des factures (reçoit les factures mensuelles de l'Entreprise.)
 Destinataire des cartes/NIP (reçoit toutes les cartes et NIP des titulaires de cartes, dans la mesure où les cartes et NIP sont envoyés à l'Entreprise.)

Procuration relative aux:

- Echanges par courrier postal et téléphone** (voir paragraphes III et V)
 Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails):
En cochant cette case, des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration, et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail. Les échanges par e-mail sont liés à des risques et des devoirs de diligence particuliers (voir paragraphes IV et V) que le Fondé de procuration et l'Entreprise reconnaissent en signant le présent document.
 Accès en qualité d'administrateur CompanyOnline (voir paragraphe VI)
Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails requise. Veuillez cocher la case «Echanges par e-mail».

Signature Fondé de procuration

Signature Fondé de procuration

Procuration relative aux:

- Echanges par courrier postal et téléphone** (voir paragraphes III et V)
 Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails):
En cochant cette case, des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration, et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail. Les échanges par e-mail sont liés à des risques et des devoirs de diligence particuliers (voir paragraphes IV et V) que le Fondé de procuration et l'Entreprise reconnaissent en signant le présent document.
 Accès en qualité d'administrateur CompanyOnline (voir paragraphe VI)
Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails requise. Veuillez cocher la case «Echanges par e-mail».

Signature Fondé de procuration

Signature Fondé de procuration

Par la signature de son représentant, l'Entreprise confirme l'**exactitude des données figurant ci-dessus** et déclare avoir **lu, compris et accepté les dispositions juridiques relatives à la procuration sous les paragraphes III-V**. Dans la mesure où l'activation de CompanyOnline a été demandée, l'Entreprise confirme qu'elle

- a informé les collaborateurs au préalable que l'Entreprise peut en tout temps par ce biais consulter en détail et traiter, p. ex. enregistrer, toutes les transactions que les collaborateurs réalisent avec la carte d'entreprise.
- a lu, compris et accepté les conditions d'utilisation de CompanyOnline figurant au paragraphe VI, en particulier les chiffres 1-5.

Lieu/date _____

Nom et prénom de la personne habilitée à signer
(en caractères d'imprimerie)

Signature valable (selon le Registre du commerce, des actes constitutifs ou documents équivalents).

Joindre une copie bien lisible d'un document d'identité officiel (passport, carte d'identité, permis de conduire suisse) avec photo, signature, lieu et date d'émission visibles/lisibles.

Signature

Lieu/date _____

Nom et prénom de la personne habilitée à signer
(en caractères d'imprimerie)

Signature valable (selon le Registre du commerce, des actes constitutifs ou documents équivalents).

Joindre une copie bien lisible d'un document d'identité officiel (passport, carte d'identité, permis de conduire suisse) avec photo, signature, lieu et date d'émission visibles/lisibles.

Signature

Veuillez renvoyer ce formulaire dûment rempli et signé avec les copies des documents d'identité à:

Swisscard AECS GmbH, JSON4, case postale 227, 8810 Horgen



III – PROCURATION RELATIVE AUX ÉCHANGES PAR COURRIER POSTAL ET TÉLÉPHONE (ÉTENDUE)

L'Entreprise autorise, jusqu'à révocation écrite des pouvoirs, chacun des fondés de procuration désignés ci-dessus à la représenter de manière individuelle vis-à-vis de l'Emettrice pour ce qui concerne la Relation de carte et les Cartes d'entreprise au sens du paragraphe I et à émettre par écrit au nom de l'Entreprise – et à recevoir pour son compte – des déclarations qui la lient. Les pouvoirs de représentation des fondés de procuration désignés par l'Entreprise (y compris des utilisateurs du Security Code correspondant) sont de portée générale.

L'Entreprise autorise l'Emettrice à exécuter tous les ordres donnés par courrier ou par téléphone

- a) par l'un des fondés de procuration désignés ci-dessus ou
- b) de manière générale par toute personne qui s'identifie envers l'Emettrice au moyen du Security Code créé par l'Entreprise et communiqué par écrit à l'Emettrice (ci-après, les *Fondés de procuration*).

L'Emettrice se réserve le droit de consulter les représentants légaux de l'Entreprise ou d'exiger un ordre écrit de ceux-ci. Elle est par ailleurs en droit d'exiger de l'Entreprise des spécimens de signature certifiés conformes.

IV – PROCURATION AUTORISANT LES COMMUNICATIONS ET CERTAINS ORDRES PAR E-MAIL ET AUTORISANT L'ÉMETTRICE À COMMUNIQUER PAR CETTE VOIE AINSI QU'À ACCEPTER ET À EXÉCUTER DES ORDRES REÇUS PAR CE BIAIS (AUTORISATION RELATIVE À L'UTILISATION D'E-MAILS)

1. Conditions

Des informations pourront être échangées de manière limitée avec les Fondés de procuration et les Fondés de procuration seront autorisés à passer des ordres par e-mail, pour autant que l'Entreprise leur ait accordé un **droit de signature individuel au sens des paragraphes II-III** ci-dessus et que l'Entreprise ait accordé aux Fondés de procuration l'autorisation d'échanger des informations par courrier électronique par le biais des adresses e-mail indiquées ci-dessus et ait autorisé l'Emettrice à exécuter les ordres envoyés depuis ces adresses e-mail (ci-après, l'*Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails*). Les Collaborateurs (autres que les Fondés de procuration susmentionnés) ne sont pas autorisés à communiquer de manière électronique ou à transmettre des ordres par e-mail.

2. Définition de l'étendue de l'Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails

2.1 Acceptation et exécution de certains ordres définis

L'Autorisation couvre l'acceptation et l'exécution des ordres suivants, définis de manière exhaustive, sans autre contrôle d'identité, dans la mesure où ces ordres ont été transmis depuis l'une des adresses e-mails désignées ci-dessus:

- Annulation d'une carte individuelle lors du départ d'un Collaborateur
- Augmentation des limites de dépense
- Diminution des limites de dépense
- Commande de copies de factures (transmission par courrier postal)
- Changement d'adresse concernant les Collaborateurs
- Modification de données relatives au titulaire d'une carte, qui ne sont pas des données importantes du contrat (Employee ID, centre de coûts)
- Commande de cartes de remplacement
- Commande de codes NIP (transmission par courrier postal)
- Déblocage d'une carte sur présentation d'une preuve de paiement
- Révocation d'une autorisation de débit (LSV)

L'Entreprise prend acte du fait que l'Emettrice n'exécutera pas les ordres reçus par e-mail relatifs notamment au blocage d'une carte, au versement du solde positif d'une carte, à la modification de données de base de l'Entreprise (p. ex. modification de la raison sociale, changement de siège), à la délivrance ou à la révocation de procurations (y compris la nomination ou la révocation de Fondés de procuration) ou aux annulations de comptes de base. Cela vaut aussi dans les cas où les ordres ont été transmis depuis les adresses e-mail désignées ci-dessus.

2.2 Echange général d'informations

L'Entreprise autorise par ailleurs l'Emettrice à transmettre aux adresses e-mail indiquées des informations relatives à des Relations de carte particulières ou à des Cartes d'entreprise (p. ex. informations relatives à la facture, mises en garde contre des fraudes) ainsi que de donner des renseignements sur les Relations de carte et les Cartes d'entreprises (concernant des faits aussi bien antérieurs que postérieurs à la délivrance de la présente procuration).

3. Délivrance de l'Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails

En désignant les adresses e-mail correspondantes et en cochant la case «Echanges par e-mail (Autorisation relative à l'utilisation d'e-mails)», l'Entreprise, prenant acte de l'étendue de l'autorisation accordée telle que définie au paragraphe IV chiffre 2, ainsi que des risques mentionnés au paragraphe IV chiffre 4, autorise l'Emettrice à envoyer des informations par courriel aux adresses e-mail indiquées et à exécuter les ordres envoyés depuis l'une des adresses e-mail indiquées ci-dessus.

4. Risques liés à l'échange d'informations par e-mail

Les adresses e-mail de toutes les personnes autorisées par l'Emettrice à envoyer ou à recevoir des e-mails présentent la structure suivante: [nom du compte]@swisscard.ch ou [nom.[x.]prénom]@swisscard.ch.

L'Entreprise est consciente du fait que l'Emettrice ne vérifie que l'adresse e-mail des messages qu'elle reçoit. Par ailleurs, l'Entreprise est consciente du fait que l'Emettrice ne traite les e-mails reçus que pendant les heures de travail habituelles des bureaux à Horgen.

L'Entreprise reconnaît que les demandes ou ordres urgents ne doivent pas être envoyés par courriel à l'Emettrice. Dans de tels cas, le Fondé de procuration doit discuter par téléphone avec l'Emettrice de la meilleure manière de procéder. L'Entreprise reconnaît par ailleurs qu'aucune donnée relative à des comptes, composées des données du titulaire de la carte (numéro de carte, nom du client, date d'expiration et Service-Code) et des données d'authentification (bande magnétique, CAV2/CVC2/CVV2/CID et NIP), ne doivent être transmises à l'Emettrice par courriel.

L'Entreprise est consciente du fait que **les risques suivants sont liés à l'échange électronique d'informations:**

- Les **informations** sont **transmises sans cryptage par le biais d'un réseau ouvert, accessible à tous, et sont en principe accessibles à des tiers, ce qui peut permettre de conclure à l'existence actuelle ou future de Relations de carte ou d'autres relations commerciales (p. ex. des relations bancaires).**
- **Les informations peuvent être modifiées par des tiers.**
- **L'identité de l'expéditeur (adresse e-mail) peut être simulée ou être manipulée d'une autre façon.**
- **L'échange d'informations peut être retardé ou interrompu en raison d'erreurs de transmission, de défauts techniques, d'interruptions, de dérangements, d'interventions illicites, d'une surcharge du réseau, d'un blocage intentionnel de l'accès électronique par des tiers ou d'autres carences des opérateurs de réseau.**

L'Entreprise est par ailleurs consciente du fait que l'échange électronique d'informations peut aussi concerner des **données relatives à des Collaborateurs**. L'Entreprise est consciente du fait qu'un tel échange d'informations n'est possible qu'avec l'autorisation préalable du Collaborateur concerné. **L'Entreprise confirme par la présente qu'au moment de la signature de la présente procuration, ses Collaborateurs, après avoir été informés des risques mentionnés ci-dessus, ont donné leur autorisation à l'échange électronique d'informations portant sur des données les concernant.**



V – DISPOSITIONS RELATIVES À TOUTES LES PROCURATIONS DÉLIVRÉES

1. Devoir de diligence

L'Entreprise est responsable de ce que les Security Codes et les adresses e-mail liées à une procuration soient traités avec soin. S'il y a lieu de craindre que des tiers non autorisés n'aient eu connaissance d'une adresse e-mail ou d'un Security Code et n'abusent du système, l'Entreprise est tenue d'en informer l'Emettrice sans délai. Par ailleurs, l'Entreprise est tenue d'informer l'Emettrice sans délai du départ d'un Fondé de procuration ou de toute autre révocation de procuration, pour quelque raison que ce soit, et de modifier le Security Code et l'adresse/les adresses e-mail liée/s à cette procuration.

2. Indemnisation et responsabilité

L'Entreprise répond envers l'Emettrice de toutes les actions ou omissions des Fondés de procuration. L'Entreprise défend l'Emettrice à ses propres frais et risques contre les prétentions de Collaborateurs ou de tiers fondées sur la violation de leurs droits dans le cadre de l'envoi ou de l'absence d'envoi de données par e-mail et indemnise entièrement l'Emettrice de toute prétention formulée dans ce contexte.

La responsabilité de l'Emettrice relative à ou résultant de la présente procuration est exclue dans toute la mesure autorisée par la loi. L'Entreprise assume la responsabilité de toutes les conséquences et des dommages résultant de l'échange électronique d'informations et en particulier de l'utilisation abusive du système de courrier électronique.

3. Droit de l'Emettrice à ne pas exécuter les ordres

Si l'Emettrice doute de la légitimité d'un ordre passé par le biais d'un Security Code ou provenant d'une adresse e-mail liée à une procuration, elle est en droit – mais n'est en aucun cas tenue – de ne pas l'exécuter.

4. Révocation et modification

La révocation de la procuration d'un Fondé de procuration doit être communiquée par l'Entreprise au Fondé de procuration et à l'Emettrice sans délai et par écrit.

L'Emettrice est en droit, dans les 3 jours ouvrables au plus tard à compter de la réception de cette notification, de traiter les ordres passés depuis l'adresse e-mail ou par le Fondé de procuration en question.

Si l'Entreprise souhaite apporter d'autres modifications à des procurations existantes (p. ex. modification d'adresse e-mail) ou délivrer de nouvelles procurations, elle est tenue de soumettre par voie postale un nouveau formulaire de procuration dûment rempli et signé. Un tel formulaire de procuration remplace tous les formulaires de procuration antérieurs.

L'Entreprise peut en tout temps communiquer un nouveau Security Code par écrit à l'Emettrice.

L'Emettrice peut en tout temps informer l'Entreprise de modifications relatives à ces conditions (p. ex. modification de l'adresse e-mail de Swisscard) par le biais de moyens adéquats (y compris par e-mail). L'Emettrice se réserve le droit de ne pas exécuter des ordres transmis, par e-mail ou par d'autres biais, par des Fondés de procuration, sans devoir indiquer de motif.

5. Clause d'intégralité

Les conditions d'utilisation des cartes à débit différé et des Cartes de crédit de Swisscard AECS GmbH (CG) s'appliquent également à l'échange électronique d'informations, dans la mesure où la présente procuration ne contient pas de disposition contraire.

6. For

Le for exclusif est Horgen. L'Emettrice est aussi en droit d'intenter une action à l'encontre de l'Entreprise devant tout autre tribunal compétent, en Suisse ou à l'étranger.

VI – CONDITIONS D'UTILISATION DE COMPANYONLINE

Les présentes conditions d'utilisation («**conditions d'utilisation**») régissent l'utilisation de l'Application internet CompanyOnline («**site internet**»). En cas de divergences, elles prévalent sur les conditions d'utilisation des cartes à débit différé et des cartes de crédit de Swisscard AECS GmbH («**CG**») et ont valeur de convention spéciale qui s'ajoute aux informations juridiques et à la politique de confidentialité, qui peuvent être consultées sous www.company-online.ch. Les conditions d'utilisation, les informations juridiques et la politique de confidentialité peuvent être consultées à chaque utilisation du site internet. En accédant au site internet, le client confirme avoir compris et accepté les conditions d'utilisation, les informations juridiques et la politique de confidentialité. Les conditions d'utilisation peuvent être mises à jour ou modifiées en tout temps. Toute modification est publiée sur le site internet et/ou communiquée au client de manière appropriée. Les modifications sont considérées comme acceptées en l'absence d'opposition écrite dans un délai d'un mois dès leur communication et dans tous les cas lors de l'utilisation suivante du site internet. Le client veille à lire régulièrement la version actuelle des présentes conditions d'utilisation.

1. Restrictions

Le site internet ne peut être utilisé que par des clients commerciaux («**entreprise**»), dont les collaborateurs («**collaborateurs**») sont titulaires de certaines Cartes d'entreprise émises par Swisscard AECS GmbH («**l'emettrice**») ainsi que par les collaborateurs eux-mêmes. L'entreprise est représentée dans ce contexte par un ou plusieurs administrateurs de cartes désigné(s) par celle-ci («**administrateur(s)**») pour l'exercice de tous les droits et l'exécution de toutes les obligations relatifs à l'utilisation du site internet. L'entreprise, son/ses administrateur(s) ainsi que chaque collaborateur individuel (ci-après désignés ensemble le «**client**») prennent acte du fait que l'utilisation du site internet à l'étranger peut éventuellement entraîner une violation de dispositions du droit étranger. Le client prend également acte du fait qu'il peut exister des restrictions d'importation et d'exportation applicables aux algorithmes de cryptage, qui peuvent être éventuellement violées si le client utilise le site internet à l'extérieur de la Suisse. Le client doit lui-même s'informer sur la question de savoir si l'utilisation du site internet à l'étranger est licite et renoncer à cette utilisation en cas de doute. L'emettrice décline toute responsabilité à cet égard.

L'emettrice se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou de bloquer en tout temps et sans préavis l'exploitation du site de manière générale ou pour certains clients en tout ou partie, temporairement ou définitivement.

2. Utilisation du site internet

2.1 Inscription

L'autorisation d'utiliser le site internet est activée par l'emettrice pour l'entreprise. Lorsque l'activation a été effectuée, une inscription indépendante par un collaborateur individuel est possible. Le client prend acte que l'inscription a lieu sans moyen de légitimation supplémentaire mis à disposition par l'emettrice. Le collaborateur s'inscrit au moyen des données de sa carte d'entreprise et sa date de naissance («**données d'identification du collaborateur**»). Il définit ensuite, lors de l'inscription, un nom d'utilisateur et un mot de passe et enregistre son adresse e-mail et son numéro de téléphone portable sur le site internet.

2.2 Connexion

La connexion du client au site internet s'effectue par le nom d'utilisateur, le mot de passe et un moyen de légitimation supplémentaire mis à disposition par l'emettrice. Les moyens de légitimation mis à disposition peuvent être complétés, modifiés ou remplacés en tout temps par l'emettrice. A défaut d'acceptation des présentes conditions d'utilisation, des informations juridiques et de la politique de confidentialité, l'utilisation du site internet n'est pas possible.

Toute personne qui se connecte conformément aux présentes conditions d'utilisation est considérée par l'emettrice comme autorisée à utiliser le site internet, respectivement les services qu'il contient.

2.3 Gestion des comptes liés aux cartes d'entreprise

Le site internet permet de gérer en ligne certains comptes de base mis à disposition par l'emettrice et les comptes liés aux cartes de collaborateurs associés aux comptes de base (ensemble «**compte(s) lié(s) aux cartes d'entreprise**»). Les droits de gestion de l'entreprise sont de portée générale et concernent tous les comptes liés aux Cartes d'entreprise. Le collaborateur peut gérer uniquement le compte lié à sa carte de collaborateur et prend acte que l'entreprise a accès en tout temps à toutes les informations relatives à celui-ci, y compris les données relatives aux transactions.

2.4 Factures électroniques

Le site internet permet à l'entreprise (pour les comptes liés aux cartes d'entreprise) et au collaborateur individuel (pour son compte lié à la carte de collaborateur) de décider de ne plus recevoir les factures/relevés («**facture(s)**») en format papier mais par voie électronique. Le client est alors informé par e-mail ou sous une autre



forme appropriée dès qu'une nouvelle facture est à disposition. Les factures électroniques sont considérées dans tous les cas comme notifiées lorsqu'elles sont mises à disposition pour la première fois sur le site internet. Les délais respectifs commencent également à courir dès cette date, en particulier le délai de contestation selon le chiffre 2.5. ci-dessous. Le client est en tout état tenu d'accéder régulièrement, au moins une fois par mois, au site internet et de vérifier les factures. S'il ne peut respecter cette obligation, il doit immédiatement en informer l'émettrice. Si le client constate qu'il n'a pas reçu de nouvelle facture dans un délai d'un mois depuis la réception de la dernière facture, bien que des montants aient été débités durant cette période ou qu'il demeure un solde dû, il doit en informer l'émettrice immédiatement.

L'émettrice est en droit d'envoyer en tout temps et sans indication de motifs, des factures exclusivement en format papier, ou en plus des factures électroniques, à l'adresse indiquée par le client.

2.5 Contestations de factures

Les contestations du client relatives aux factures doivent être communiquées par écrit dès le constat de l'erreur et au plus tard dans un délai de 30 jours suivant la mise à disposition de la facture sur le site internet. Lorsque ce délai expire sans avoir été utilisé, l'exactitude des factures est présumée.

2.6 Conservation et utilisation des factures

En raison de la période limitée de conservation des factures sur le site internet, il est recommandé au client d'enregistrer les factures, dès leur publication, sur ses propres supports de données ou de les imprimer en format papier. Une éventuelle commande postérieure de la facture en format papier peut entraîner des frais.

Le client est lui-même responsable, dans le cadre d'éventuelles dispositions légales, notamment de l'enregistrement, de la conservation appropriée ainsi que de la réutilisation et de l'intégrité des factures mises à disposition sur le site internet.

L'émettrice ne peut garantir que les factures mises à disposition par voie électronique soient reconnues par les autorités nationales ou étrangères comme des moyens de preuve. Le client répond lui-même de l'utilisation de telles factures dans les relations avec les autorités.

3. Confidentialité

Le client accepte expressément que l'émettrice, dans le cadre de l'utilisation du site internet, communique avec lui par le biais de moyens de communication électroniques, y compris par internet, par e-mail et par SMS. Il prend acte du fait que les données qui sont transmises par le biais d'un réseau ouvert tel que l'internet ou un service e-mail peuvent en principe être interceptées par tout un chacun. L'émettrice ne peut pas garantir la confidentialité des communications ou des documents qui sont transmis par le biais de tels réseaux ouverts. Des tiers peuvent accéder à ces informations et par conséquent capter et utiliser les données sans l'accord du client. Des tiers peuvent ainsi éventuellement conclure à l'existence actuelle ou future de Relations de carte ou d'autres relations commerciales (par exemple, des relations bancaires). Même lorsque l'expéditeur et le destinataire se trouvent dans le même pays, la transmission de données par le biais de tels réseaux s'effectue souvent en passant par des Etats tiers, c'est-à-dire également par des pays qui ne disposent pas du même niveau de protection des données que l'Etat de domicile du client. Les données du client peuvent être perdues ou captées par des tiers non autorisés au cours de leur transmission.

4. Informations sur la sécurité et devoirs de diligence

4.1 Accès au site internet

Le client prend acte que lors de la première inscription des collaborateurs individuels selon le chiffre 2.1 ci-dessus, il existe le risque que des tiers non autorisés qui se sont procuré l'accès aux données d'identification du collaborateur, puissent consulter le compte lié à une carte de collaborateur concerné. L'entreprise est tenue de vérifier régulièrement l'inscription de collaborateurs et doit informer immédiatement l'émettrice d'une inscription illicite même supposée.

Le client est tenu de garder secrets le nom d'utilisateur et le mot de passe ainsi que les moyens de légitimation mis à disposition ou acceptés par l'émettrice («données de connexion») et ne doit en aucun cas les enregistrer dans son ordinateur ou les noter sur celui-ci ou ailleurs, même sous une forme modifiée, et doit prendre toutes les mesures propres à prévenir une utilisation non autorisée des données de connexion. Il ne doit pas communiquer ou rendre accessibles les données de connexion à des tiers ni les conserver d'une manière qui permettrait que des tiers en prennent connaissance. Le client est responsable de la sécurité des informations enregistrées sur son ordinateur. Il est important que le client n'utilise que des logiciels provenant d'une source fiable. Le client veille à ce que son ordinateur ne demeure pas sans surveillance lorsqu'il est allumé et à ce qu'aucun tiers non autorisé ne puisse lire les informations affichées sur l'écran. Il a l'obligation de réduire le risque d'un accès non autorisé à son ordinateur en prenant des mesures de protection adéquates. En particulier, le système d'exploitation et le navigateur doivent être continuellement mis à jour. De plus, les mesures de sécurité habituelles en matière de réseaux électroniques publics et correspondant à l'état actuel de la technique doivent être prises, en particulier par l'utilisation de logiciels anti-virus continuellement mis à jour et par l'installation d'un pare-feu. Si le client craint que des tiers aient eu connaissance sans autorisation des données de connexion, il doit en informer immédiatement l'émettrice. Le client supporte toutes les conséquences de la divulgation ou de l'utilisation même abusive de ses données de connexion ou de ses moyens de légitimation. Tous les actes effectués sur le site internet en utilisant les données de connexion et les moyens de légitimation du client sont considérés par l'émettrice comme opérés par le client.

4.2 Utilisation du site internet

Le terminal du client fait partie du système global mais est hors du contrôle de l'émettrice et peut constituer un point faible du système. Une sécurité absolue ne peut pas être garantie. Malgré toutes les mesures de sécurité prises, l'émettrice ne peut ainsi assumer aucune responsabilité pour le terminal.

Le client prend acte notamment des risques suivants:

- des connaissances insuffisantes du système et des mesures de sécurité insuffisantes au niveau du terminal peuvent faciliter un accès non autorisé (par exemple, enregistrement insuffisamment protégé de données sur le disque dur, transferts de fichiers, rayonnement d'écran, absence de déconnexion après utilisation du site internet, effacement des données de connexion et moyens de légitimation de supports de données, etc.);
- L'élaboration d'un profil de trafic du client par l'opérateur de réseau (par exemple, le fournisseur internet ou de SMS) ne peut être exclue, c'est-à-dire que celui-ci a la possibilité de déterminer quand le client est entré en contact avec qui.
- Il existe le risque qu'un tiers se procure un accès au terminal à l'insu du client au cours de l'utilisation du site internet.
- Il existe le risque que des virus et autres logiciels nuisibles se propagent dans le terminal au cours de l'utilisation d'un réseau (par exemple, l'internet).

L'émettrice se réserve le droit, lorsqu'elle constate des risques sécuritaires, d'interrompre en tout temps l'utilisation du site internet pour protéger le client, jusqu'à ce que ces risques soient écartés. L'émettrice ne répond pas d'éventuels dommages résultant d'une telle interruption.

5. Exclusion de garantie et de responsabilité

L'émettrice ne peut garantir l'absence permanente de dérangement ni l'absence d'interruption lors de l'accès au site internet. Elle ne fournit pas les moyens techniques permettant d'accéder au site internet. Cela relève exclusivement de la responsabilité du client. Celui-ci prend notamment acte que l'émettrice ne distribue pas le logiciel de sécurité spécial qui est nécessaire pour l'utilisation de son site internet. L'émettrice n'émet ainsi aucune garantie quant aux opérateurs de réseau (par exemple, les fournisseurs internet) ni quant au logiciel de sécurité nécessaire. L'émettrice n'émet aucune garantie quant à la véracité, l'exactitude, la fiabilité, l'exhaustivité, la confidentialité et la durée de transmission de toutes les données transmises par voie électronique.

L'émettrice exclut toute responsabilité pour d'éventuels dommages résultant de l'utilisation du site internet, dans la mesure autorisée par la loi. Cela comprend en particulier également les dommages subis par le client par suite d'erreurs de transmission, de défauts techniques, de surcharge, d'interruptions (y compris les travaux de maintenance requis par le système), de dérangements, d'interventions illicites et de blocage intentionnel des installations et réseaux de télécommunication ou en raison d'autres carences des installations de télécommunication et opérateurs de réseau.

6. Modification des conditions d'utilisation

Les conditions d'utilisation peuvent être mises à jour ou modifiées en tout temps. Toute modification est publiée sur le site internet et/ou communiquée au client de manière appropriée. Les modifications sont considérées comme acceptées en l'absence d'opposition écrite dans un délai d'un mois dès leur communication et dans tous les cas lors de l'utilisation suivante du site internet. Le client veille à lire régulièrement la version actuelle des présentes conditions d'utilisation.

7. Résiliation

L'entreprise peut en tout temps résilier l'utilisation du site internet par téléphone ou par écrit par le biais d'un courrier. Le droit d'utilisation s'éteint par ailleurs automatiquement lorsque la résiliation de la Relation de carte d'entreprise prend effet.

8. Réserve de dispositions légales

D'éventuelles dispositions légales qui régissent l'exploitation et l'utilisation des installations de communication et des réseaux demeurent réservées et s'appliquent également, dès leur entrée en vigueur, à l'utilisation du site internet.

9. Frais

Le site internet est actuellement à disposition du client sans frais. L'émettrice se réserve le droit d'introduire en tout temps des frais pour l'utilisation du site internet ou l'accès à certains services ou de modifier les tarifs applicables.

